Déclaration de la représentante de la République d'Angola

Le Gouvernement angolais tient à féliciter le Président et les Vice-Présidents pour leur élection et présente à l'ensemble des participants à cette session du Conseil des gouverneurs ainsi qu'à la direction et au personnel du FIDA ses meilleurs vœux de bonheur et de réussite.

Le thème de cette session, « Mobiliser l'innovation et la finance pour garantir une relance porteuse d'inclusion et de résilience climatique », est d'actualité pour tous les pays et en particulier pour ceux en développement, étant donné les nombreuses contraintes nées des changements climatiques, l'importance de la concertation sur les engagements donnant suite à l'Accord de Paris, au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, aux objectifs de développement durable et au Programme de développement durable à l'horizon 2030, et les ressources financières et techniques nécessaires pour réaliser les investissements propres à minimiser les effets des changements climatiques et à renforcer la résilience.

Par ailleurs, la transition numérique et les nouvelles technologies peuvent aider à relever certains défis liés à la production agricole, à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Il faudra plus de collaboration et de solidarité entre les pays pour faciliter l'accès à l'innovation et aux connaissances, et transformer ainsi les systèmes agricoles et réaliser les objectifs du Programme 2030. Nous devons travailler main dans la main pour rattraper le retard engendré par la crise de la COVID-19 sur le plan économique, et assurer la stabilité sociale, la paix et l'égalité des chances tout en nous attaquant aux risques climatiques et financiers. Ces défis transcendent les frontières des pays et des continents.

En Angola, nous comptons déployer une stratégie intégrée pour la résilience des systèmes alimentaires, l'augmentation de la productivité et l'action sociale, au moyen d'un dialogue entre les institutions, les entreprises et les communautés d'agriculteurs, en particulier les exploitations familiales, ces dernières étant les principales sources d'approvisionnement alimentaire des marchés et d'emplois. Nous ciblerons en priorité les jeunes et les femmes, qui constituent la majorité de la population sans emploi, mais offrent également le plus grand potentiel de croissance et d'augmentation de la productivité.

Il s'agit de faire mieux comprendre aux agriculteurs les effets des changements climatiques et les meilleures méthodes pour renforcer leur résilience, moyennant la fourniture de semences améliorées de variétés locales, la promotion d'une bonne utilisation des engrais et l'amélioration de la gestion des ressources hydriques. À cette démarche participent des ministères, des agents de vulgarisation et des centres de recherche soutenant la transformation de l'agroécologie par l'innovation, la science et la technologie, des représentants et représentantes de la société civile et des organismes des Nations Unies, des fermes-écoles étant utilisées à des fins de vulgarisation dans des zones rurales et de diffusion des meilleures pratiques auprès des populations rurales.

Dans le secteur de la pêche, à des fins de durabilité, des mesures sont appliquées afin de restaurer et mieux gérer les ressources marines et de promouvoir l'aquaculture et la pêche artisanale dans les zones côtières. À cela s'ajoute la mise en place de programmes visant à améliorer les moyens d'existence des populations vulnérables par la hausse de la production, l'amélioration de la nutrition et le renforcement de la protection sociale.

L'Angola fait face à une grave sécheresse et à des invasions de nuisibles tels que les criquets, en particulier dans les provinces du sud. Le gouvernement agit pour soutenir les populations par les infrastructures et investissements voulus et par des programmes de réinstallation et d'aide d'urgence. Nous construisons de petits barrages de retenue et des canaux pour améliorer la gestion et l'utilisation de l'eau et creusons des puits afin d'exploiter les eaux souterraines. Le projet de réhabilitation du réseau

hydrométéorologique de l'Angola est en cours d'exécution, mais nous avons besoin d'investissements, de partenariats et de ressources techniques et financières.

Les émissions de carbone des régions rurales de l'Angola restent relativement faibles et, par des formations de proximité auprès des agriculteurs et des familles des collectivités locales, dispensées en particulier dans des fermes-écoles et tirant parti de l'agroécologie pour transformer la gestion des déchets, nous serons en mesure de reproduire plusieurs expériences, de les intégrer et, grâce à des initiatives et actions sociales telles que l'offre de repas dans les écoles, d'encourager la production locale et l'inclusivité de programmes locaux et décentralisés. Nous sommes convaincus que nous parviendrons à atténuer les effets néfastes des changements climatiques, y compris sur la biodiversité, à améliorer la gestion et l'utilisation des ressources naturelles et à renforcer les moyens d'existence des populations rurales.

En ce qui concerne la production d'aliments sains et sûrs, plusieurs ministères coopèrent à l'élaboration de normes et réglementations encadrant la conservation, la distribution et le contrôle de la qualité des aliments produits localement et importés, ainsi qu'à l'amélioration de l'efficacité des laboratoires et au renforcement des services d'inspection.

Nous avons besoin de capacités techniques, de partage d'expériences et de collaborations et d'améliorations du réseau de distribution des secteurs du commerce de gros et de détail, notamment dans les marchés informels.

Un certain nombre de mesures sont en cours d'application: mise aux normes sanitaires de nouveaux marchés, réparation de routes rurales devant faciliter le transport des produits agricoles vers les marchés et établissement d'entrepôts de stocks alimentaires stratégiques, l'objectif étant d'assurer la régularité de l'approvisionnement national en produits de qualité pour le consommateur et d'éviter la volatilité des prix. Des séances de formation ont également été organisées pour le personnel d'inspection de la qualité, les vendeurs ont été informés des exigences en matière de qualité et l'économie informelle est en train d'être restructurée.

En ce qui concerne le recours à l'innovation et aux technologies pour façonner un secteur agricole solidement ancré dans le monde numérique, nous n'en sommes encore qu'au commencement, à l'exception de quelques initiatives de l'industrie agricole, mais nous avons conscience du fait que l'amélioration des technologies de l'information et des communications est essentielle pour soutenir la transformation de l'agriculture et le développement agricole.

Le gouvernement est ouvert à la collaboration bilatérale et à la coopération multilatérale dans ce domaine.

Nous reconnaissons l'importance d'assurer la mise en place de filets de protection sociale et de tirer parti des partenariats avec le secteur privé pour en maximiser l'efficacité. Comme dans d'autres pays, nos populations rurales sont aussi les plus pauvres et celles qui sont exposées aux plus grandes difficultés. Le Gouvernement angolais a fait de la diversification économique son principal objectif, et cherche à réduire la forte dépendance du pays au secteur pétrolier. L'agriculture et la pêche sont donc des secteurs prioritaires. Un certain nombre d'éléments incitatifs ont ainsi été repérés, comme l'accès au crédit, la diminution des droits à l'importation sur les intrants agricoles et la hausse du salaire minimum dans le secteur agricole.

L'augmentation de la production de céréales, de légumineuses, d'arbres fruitiers, de bétail et de volaille est également une priorité, la production nationale ne couvrant que 40% des besoins de consommation. Une première chaîne de fabrication de tracteurs, de cultivateurs mixtes et de mélangeurs d'engrais a été établie dans le cadre d'une initiative privée. La mécanisation est à nos yeux l'un des programmes les plus importants pour organiser les coopératives, renforcer l'inclusivité, promouvoir l'entrepreneuriat et l'innovation et donner de meilleures perspectives économiques au secteur privé, moteur du développement économique. Dans les zones rurales de l'Angola, les petites,

moyennes et grandes entreprises coexistent avec les exploitations agricoles familiales. Il est attendu d'elles qu'elles génèrent des synergies afin de faciliter le transfert de connaissances et l'accès aux marchés.

Autre initiative visant elle à consolider le secteur privé, le programme d'appui à la production, à la diversification des exportations et au remplacement des importations (PRODESI) est en cours d'exécution. Ce dernier a déjà entraîné la création d'emplois et de nouvelles entreprises agricoles et agro-industrielles, et contribué à la sécurité alimentaire.

À cela s'ajoute un plan de stimulation de l'agriculture et de la pêche familiales bénéficiant de financements publics et privés, axé sur le renforcement des capacités institutionnelles et l'assistance technique et visant à promouvoir l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

Le Gouvernement angolais met tout en œuvre pour garantir la stabilité économique et financière et a entrepris des réformes macroéconomiques à des fins, entre autres, de stabilité monétaire, d'ajustements sur le marché des changes et d'amélioration de l'environnement économique, tout en favorisant l'intégration sociale de certaines initiatives et des objectifs de façon à accélérer le développement. Le Gouvernement angolais œuvre actuellement pour la résilience des systèmes alimentaires face aux changements climatiques, l'organisation du marché ainsi que la promotion des facteurs de croissance et de l'action sociale en répondant en priorité aux besoins des personnes vulnérables.

La COVID-19 a profondément bouleversé nos plans et prévisions, mais nous continuons de prendre des mesures pour gérer la crise de telle façon que le relèvement sera bientôt tangible et durable.

Nous aimerions profiter de cette occasion pour rendre hommage aux efforts déployés par le FIDA pour mobiliser des ressources auprès d'autres sources de financement dans le but de mieux aider les pays, et nous saluons l'allocation au continent africain de 55% du programme de prêts et dons du FIDA.

Soulignons enfin les résultats positifs du FIDA en Angola; nous appelons de nos vœux une augmentation du volume d'aide cette année, en particulier aux fins de la résilience face aux changements climatiques, de la transformation des systèmes agroalimentaires et de l'action sociale, dans un pays plus sain, plus durable, plus équitable et compétitif, conformément à notre programme national.